

Paris, le 7 juillet 2016

France Stratégie souhaite analyser les enjeux de la décennie qui suivra la prochaine élection présidentielle afin d'éclairer les choix collectifs. **Publications, débats, appels à contributions sont disponibles en ligne sur www.francestrategie1727.fr.** France Stratégie publie aujourd'hui la note « enjeux » :

Dynamiques et inégalités territoriales

La décennie passée a été marquée en France par un dynamisme important des métropoles, qui concentrent l'activité à haute valeur ajoutée et les populations qualifiées. Quinze aires urbaines de plus de 500 000 habitants concentrent 40 % de la population française et 55 % de la masse salariale. Dans le même temps, les inégalités entre territoires se sont accentuées à différents niveaux :

- contrecoup de la désindustrialisation, la moitié nord-est du pays connaît une évolution défavorable. En 2013, le PIB par habitant de la moitié sud-est était supérieur de 9,5 % à celui de la moitié nord-est alors que l'écart n'était que de 3,5 % en 2000 ;
- les ressorts de croissance font défaut dans beaucoup de villes moyennes et de territoires ruraux : spécialisation dans des secteurs d'activités en perte de vitesse, baisse de la population, moindre accès aux services d'usage courant ;
- le développement des métropoles s'accompagne de fortes inégalités en leur sein.

Les politiques publiques ont permis jusqu'ici d'atténuer les inégalités de revenus (protection sociale, surcroît de dépenses vers certains territoires) sans pour autant réussir à améliorer durablement la capacité des régions en crise à se restructurer et à créer des emplois. En matière d'éducation et de formation, on note même que les dépenses par tête sont inférieures là où les besoins se font le plus sentir. Les écarts de chômage sont très persistants et le niveau reste élevé dans les Hauts-de-France et sur la façade méditerranéenne. Sur le plan de l'égalité des chances et de l'accès aux services, les écarts ne se résorbent plus.

Malgré les innovations institutionnelles récentes, un ensemble de questions se posent quant à l'orientation des politiques territoriales.

Les récentes réformes territoriales (loi MAPTAM et loi NOTRe notamment) induisent des changements majeurs dans l'organisation des territoires. Pour que ces changements aient des effets positifs, il semble nécessaire de :

- clarifier les objectifs de la politique territoriale. Faut-il concentrer l'investissement public dans les zones les plus productives ? Doit-on fixer un panier de services minimaux garanti par l'État sur le territoire ? Faut-il promouvoir l'égalité des chances des individus sur le territoire ?
- clarifier les compétences, dans le cadre des réformes territoriales. Comment éviter des objectifs contradictoires entre les différents échelons ?

- réfléchir à la mise en place de nouveaux instruments pour la politique territoriale. Faut-il développer de nouveaux services publics ? Faut-il lever les freins à la mobilité géographique ? Faut-il accorder une plus grande autonomie fiscale aux collectivités locales ? Comment améliorer l'évaluation des politiques territoriales ?

Téléchargez la note « **Dynamiques et inégalités territoriales** » et participez au débat sur www.francestrategie1727.fr

CONTACTS PRESSE

Jean-Michel Roullé
Directeur du service Édition-Communication
+33 (1) 42 75 61 37 / +33 (6) 46 55 38 38
jean-michel.roulle@strategie.gouv.fr

Joris Aubrespin
Chargé des relations presse
+33 (1) 42 75 60 27 / +33 (6) 20 78 57 18
joris.aubrespin@strategie.gouv.fr

France-strategie-presse@strategie.gouv.fr



France Stratégie a pour mission d'éclairer les choix collectifs. Son action repose sur quatre métiers : évaluer les politiques publiques ; anticiper les mutations à venir dans les domaines économiques, sociétaux ou techniques ; débattre avec les experts et les acteurs français et internationaux ; proposer des recommandations aux pouvoirs publics nationaux, territoriaux et européens. Pour enrichir ses analyses et affiner ses propositions France Stratégie s'attache à dialoguer avec les partenaires sociaux et la société civile. France Stratégie mise sur la transversalité en animant un réseau de huit organismes aux compétences spécialisées.